

## Témoignage d'un vieux con

### Claudie Asselain-Missenard

Quoi, un ramassis de poncifs passésistes, et dans PLOT de surcroît ! L'indignation de certains membres de l'équipe, inversement proportionnelle à leur âge, faisait plaisir à voir. Évidemment c'est assez risqué de donner la parole à un vieux con, fût-il de sexe féminin. Mais ne tombez pas dans le piège d'une lecture superficielle. Ce n'est pas parce qu'on multiplie les faux procès faits à l'école qu'il faut s'interdire d'observer son fonctionnement, et d'en pointer des aspects qui posent question, analyse indispensable pour quiconque espère qu'elle peut progresser.

Après une vie passée à l'école, de l'entrée en maternelle jusqu'à la retraite, une vie à observer ce monde, ses évolutions et ses pesanteurs, j'en ai, des choses à dire ! Et puis, tout le monde a un avis sur l'école. Alors, pourquoi pas moi ?

#### **Tectonique des plaques**

L'Éducation Nationale est un monstre à la fois immobile et mouvant. Tout comme les plaques continentales en dérive, on ne le voit pas bouger, il a l'air figé. Et pourtant, sur une distance de soixante ans, on voit bien qu'il a considérablement évolué.

Les moteurs du mouvement sont liés à l'évolution de la société dans laquelle l'école opère. La poussée vient d'une forte demande de la Nation, qui, soit dit en passant, réclame un peu tout et son contraire à l'école : respect de l'individu exigé mais aussi objectif de socialisation affiché, réussite sociale à assurer mais sans accepter d'y associer l'effort, égalité à garantir dans une société où nous

sommes au départ tout sauf égaux, distribution de diplômes à tous sans en diminuer la valeur, maintien de filières où l'on rentre sur simple demande sauf que ce sont les filières sélectives dans lesquelles tout le monde tente de rentrer...

À l'inverse, l'école dispose aussi d'un frein puissant : son monstrueux conservatisme. Notre école est le pays du « c'était mieux avant ». À croire qu'il a existé un âge d'or de l'école où tout le monde était avide d'apprendre, où les profs étaient unanimement respectés et où les enfants du peuple de France prenaient l'ascenseur social juste en appuyant sur le bouton. Un peu trop beau pour être vrai.

La société pousse, l'école freine, et ça bouge. Mais qui donc pilote ?

Il y a un Ministère, une institution hautement centralisée, qui donne les règles, définit les programmes et la manière de les appliquer, qui valide le travail des individus et celui des établissements. Mais qui se heurte à deux obstacles de taille.

Le premier obstacle est la formidable inertie du système. Si, si, il y a encore des endroits où l'on applique le programme d'avant la précédente réforme. Si, si, il y a encore des élèves qui sortent du système scolaire sans avoir croisé ni M. GeoGebra, ni M. Tableur...

Le deuxième obstacle est la non reproductibilité à grande échelle de ce qui, introduit localement par des professeurs motivés répondant à un besoin spécifique, a pu être une réussite. Le même processus, imposé d'en haut, se casse généralement

la figure. L'exemple-type est celui de l'interdisciplinarité et de ses différents avatars : EPI, bâtis sur les ruines de leurs lointains ancêtres, itinéraires de découverte, travaux croisés, et pourquoi pas 10 % pour les plus chenus d'entre nous. Ces tentatives pour sortir du cloisonnement disciplinaire qui est le socle de notre école sont un succès quand une équipe de profs soudée en détermine les règles. C'est malheureusement beaucoup moins efficace, pratiqué par des professeurs qui n'y croient pas, qui le ressentent comme un decorum inutile dont le seul objectif est de leur compliquer la vie, déjà pas facile sans cela.

Me voilà donc aux prises avec la curieuse impression du voyageur immobile. Beaucoup d'énergie est mise pour réinventer l'eau chaude, changer les sigles, implanter un état d'esprit nouveau. Je vois de jeunes collègues y croire à fond, se lancer dans des usines à gaz, en revenir. Dans cet éternel recommencement, tout est immobile et pourtant tout bouge.

### **Un employeur**

L'Éducation Nationale est de loin le plus gros employeur de France. Mais un bien curieux employeur, en matière de ressources humaines. Je me penche ici sur la gestion des seuls enseignants. Que l'on soit dans le premier ou le second degré (c'est à dire pour le gros des troupes titulaires) il y a au départ un seul tuyau : les concours d'accès, la porte du métier. Du métier ? Non, porte qui semble ouvrir sur mille métiers. Et mille métiers distribués au hasard, ou à peu près... Quoi de commun entre la vie du certifié de maths dans un grand lycée de centre ville et celle de son alter ego qui se bat jour après jour pour faire progresser des collégiens rétifs d'une banlieue difficile ? Entre le professeur d'une petite école rurale intégrée

dans son terroir, et celui d'une école d'un quartier où le fonctionnement de base doit déjà être expliqué aux parents non francophones ? Parfois les extrêmes se côtoient de très près et seul le hasard des affectations préside au destin de chacun.

Comme chacun sait, le fait que les destins individuels soient parfaitement aléatoires n'empêche pas de dégager une tendance statistique sur le comportement de l'ensemble.

Et là, il est encore plus clair que nous sommes face à une politique aberrante. Un peu schématiquement, l'idée directrice est qu'on en bave au début, qu'on va vers le mieux, et que, une fois qu'on est bien quelque part, on s'y encroûte à vie. Exactement le contraire de ce qu'il faudrait dans un métier qui réclamerait un renouvellement constant, des capacités d'adaptation et une recherche sans trêve d'innovation et de progrès.

### **Des employés**

Les habitudes semblent tellement ancrées que, du côté des employés (nous les profs), on ne semble pas voir les défauts de fond du système des affectations. Mais là où l'on voit bien que ça coince, c'est en observant les difficultés de recrutement rencontrées à l'heure actuelle. L'institution peine à attirer la jeunesse vers ce métier. Et les travers dénoncés ci-dessus y sont, à mon avis, pour quelque chose. Les piteuses tentatives ministérielles pour inciter par voie d'affiche à s'engager dans ce monde merveilleux n'ont pas le succès escompté. Et pour cause, puisque ce merveilleux métier (et il l'est souvent !) peut aussi se révéler un enfer.

L'entrée dans le métier serait à repenser. Un effort a été fait pour choisir les supports accueillant les professeurs durant l'année de stage. C'est bien de penser

qu'il ne faut pas dégoûter les entrants dans le métier dès la première année. Mais c'est avoir la vue un peu courte si, dès la deuxième année, on leur réserve les missions les plus délicates et les postes dont personne ne veut. Une bonne idée serait de poursuivre l'effort sur encore un ou deux ans. Puis, une fois cette expérience acquise, de s'arrêter un an pour vraiment se former sur le plan pédagogique, à la lumière de ces premières années. Ce serait certainement beaucoup plus fécond que la pédagogie *in abstracto*, bien peu utile pour les futurs enseignants avant ou même pendant l'année de stage où, le nez dans le guidon, les stagiaires ne peuvent prendre ni le temps, ni la distance nécessaires pour réfléchir vraiment à leur pratique. Et ensuite, mieux armé, le professeur débutant pourrait être lancé dans le tourbillon du mouvement national.

Les personnels en place sont eux-mêmes un reflet du monde. Ils sont variés, inégaux, facilement individualistes, mais majoritairement, ils aiment ce qu'ils font et tentent de le faire au mieux. Malgré cela, le milieu a ses défauts propres : corporatisme congénital, manque d'ouverture lié à une histoire qui ne s'est déroulée que dans l'école. Il y règne souvent une forme de pensée unique et une certaine tendance à l'auto-contradiction : le célèbre dicton biface : « tout va (de plus en plus) mal » et « surtout ne rien changer ! » est omniprésent.

Pourtant, une tâche prioritaire serait à mener : la redéfinition du service enseignant. C'est un élément fondamental et urgent mais qui demanderait un courage politique tel que nous risquons de l'attendre encore longtemps. Tous les acteurs savent bien que leur métier a profondément évolué. Le travail demandé s'est énormément diversifié. Le professeur

n'est plus employé seulement pour transmettre son savoir disciplinaire, mais doit transmettre des compétences humaines de tous ordres. Nous enseignons des mathématiques mais aussi à vivre en citoyens. Nous prenons en compte les élèves dans leur globalité et non dans leur seule aptitude à résoudre des équations.

Les multiples facettes du métier demanderaient à être classifiées, mesurées, et surtout reconnues. Tout le monde gagnerait à cette clarification, à un service qui ne se baserait pas sur le seul nombre d'heures de cours, mais sur la prise en compte de toute l'activité demandée à l'enseignant. Là encore, le pilote fait des tentatives en ce sens, le décret Hamon du 20 août 2014 en est une<sup>1</sup>. Là aussi la tectonique des plaques est sans doute à l'œuvre. Mais s'il y a bien un domaine où je prônerais une remise à plat plutôt qu'une lente évolution, c'est celui-ci.

### **Un monde médiatisé et sensible à l'air du temps**

Nous vivons dans un univers médiatisé, dans lequel tout le monde a les moyens de s'exprimer sur tout. Or tout le monde a été à l'école (heureusement). Et du coup, tout le monde a un avis sur l'école. Cette force protéiforme dénommée média permet de laisser s'exprimer ces avis et, *ipso facto*, de se faire l'écho des pires conneries.

L'éducation se fait sous le regard de tous et subit les jugements et les pressions de ceux qui n'ont aucune légitimité à le faire. Un exemple fameux en est le débat célèbre sur le scandale de l'histoire en TS, discipline que l'institution avait tenté de rendre optionnelle. Toutes les têtes pseudo-pensantes de l'intelligentsia ont crié au scandale alors que l'on faisait simultanément de même avec les maths en 1<sup>ère</sup> L sans que personne ne s'en émeuve.

<sup>1</sup> Vous connaissez, bien sûr. Sinon, reportez-vous à l'article de Lise Malrieu dans PLOT 55, rubrique HTN.

La demande vis-à-vis de l'école est énorme. Et les occasions de lui faire des reproches aussi, surtout si on lui donne des missions impossibles. La notion d'égalité est une valeur qui sous-tend à juste titre notre démocratie et donc notre école. Mais dans un monde où se mêlent des humains venant de tous les coins de la sphère terrestre, les enfants en face de nous sont tout sauf égaux au départ. Le décalage culturel peut être énorme entre l'enfant élevé dans une famille d'intellos et son voisin de table dont les parents arrivent tout juste d'un lointain pays dont les cultures et les codes sont bien différents. L'école a du mal à rattraper ça en une génération, on ne peut pas lui en vouloir ! Mais elle le fait en deux ou trois, regardez autour de vous, les exemples fourmillent. Comme toujours, les échecs sont plus voyants que les nombreuses réussites et focalisent à tort l'attention.

Non content d'être sans trêve sous les projecteurs, notre monde éducatif est sujet aux effets de mode, reflets de la société. Il est de bon ton de parler souffrance au travail, évaluation bienveillante, phobies scolaires, enfants précoces, d'agiter des slogans type *collège pour chacun* ou *égalité des chances*.

C'est un monde pétri de bonnes intentions. L'intégration des élèves handicapés en fait partie. La prise en compte des difficultés psychologiques des adolescents (et de leurs parents) aussi. Mettre de gros moyens pour les plus faibles est louable. Mais fournir une troisième AVS<sup>2</sup> à un gamin *dystoutc'quevousvoulez* et qui se vante d'avoir fait craquer les deux précédentes est-il raisonnable ? Nous voulons bien croire qu'un enfant atteint de troubles du comportement gagne à être scolarisé avec ses pairs. Encore faudrait-il fournir à l'enseignant des clés pour

s'adresser à ces profils particuliers. Et la nécessaire attention aux plus faibles ne doit pas se faire au détriment des autres.

### Et l'élève dans tout ça ?

L'élève, au centre du système (encore un slogan...), se trouve ainsi au centre d'une contradiction fondamentale : en parallèle avec l'attention extrême accordée aux individus, on peut perdre de vue l'intérêt général.

Ainsi, on créera des séquences d'aide individualisée et autres accompagnements pédagogiques pour les plus fragiles. Mais en même temps on ne se souciera pas de l'emploi du temps de la classe qui concentre les heures de maths sur lundi et mardi (exemple vécu en 1<sup>ère</sup> S). On fera une réunion ciblée pour tel élève qui a du mal à se concentrer (ne devrait-on pas le faire tester pour voir s'il n'est pas ci ou ça ?) et on oublie que la classe a 7 heures de cours avec une demi-heure pour déjeuner certains jours. On se penche sur le non travail de certains élèves, mais on ne trouve aucun lieu calme dans l'établissement où le travail individuel serait possible.

L'épineuse question du redoublement est un autre exemple de cette confrontation individu/groupe. Tous les spécialistes en sciences de l'éducation disent, études à l'appui, que le redoublement ne sert à rien. La chose semble tranchée une fois pour toute. Mais ces études se placent du point de vue de l'individu qui doit ou non redoubler. À ma connaissance, les retombées dans le fonctionnement du groupe classe de la présence d'élèves qui ont trop de lacunes antérieures pour accéder au sens de ce qui leur est proposé, n'ont jamais été sérieusement étudiées. Alors que l'on sait que la présence de trop de ces profils peut rendre toute une classe ingérable. Et que par ailleurs, pour l'en-

<sup>2</sup> Assistant de Vie Scolaire

fant trop décalé par rapport aux connaissances en jeu, et qui ne comprend plus rien à ce qui se joue dans la classe, cela produit une énorme souffrance, génératrice au mieux de révolte, au pire de repli sur soi. Souffrance que nous accentuons jour après jour en continuant à poser à cet enfant des questions auxquelles nous savons qu'il ne pourra pas répondre. Mais vous ne devriez pas, c'est d'une violence extrême, et vous en êtes conscient ! Sauf qu'ils sont trente en face de vous, et que vous ne savez pas comment faire autrement.

L'équilibre est aussi incertain entre droits et devoirs. Dans nos sociétés, parce que l'éducation est un des fondements de la démocratie et parce que nous vivons dans un pays riche, tout individu a le droit à l'éducation. Mais ce droit à l'éducation ne va pas sans les devoirs associés. Et l'institution est très démunie devant les (assez nombreux) sujets qui sont très conscients du droit, mais assez peu des devoirs qui devraient en être le corollaire. Dans les pays où l'éducation est une chance, un bien qui n'est pas donné à tous, le regard sur l'école est de ce fait radicalement différent. Mais chez nous, la tentation est forte pour les intéressés de voir dans l'éducation une contrainte plus qu'une chance. Certains d'entre eux mettent alors, paradoxe suprême, toute leur énergie à s'y soustraire.

### **Goût de l'effort versus perte de sens**

L'enfant apprend énormément une fois qu'il est sur Terre. Il est plein de curiosité pour le monde. S'ajoute à cette curiosité interne une motivation supplémentaire, l'envie de faire plaisir à l'adulte (les parents, la maîtresse...). Mais ces motivations initiales se perdent petit à petit avec l'entrée dans l'adolescence (de plus en plus précoce).

Deux idées fondamentales sont trop souvent perdues de vue par les intéressés : pouvoir apprendre est une chance (voir ci-dessus) et on n'apprend pas sans effort. L'effort doit être accompagné, mais prétendre le contraire, c'est mentir... et c'est destructeur. Notre société de la bienveillance et du maternage des individus a tort de masquer cette vérité profonde. Un certain goût de l'effort, que la société accepte bien de voir valorisé dans le domaine sportif, est nécessaire aussi à toute réussite intellectuelle.

Par ailleurs, en multipliant les objectifs de l'école, en lui confiant trop de missions, dont certaines impossibles, on risque de perdre de vue l'essentiel. Pourquoi est-on à l'école ? Pour y apprendre quelque chose ou pour y être socialisé ? Les deux mon Général, mais avec la même importance ?

Sur cette perte de sens du pourquoi de l'école, nous devons réagir. Je donnerai deux exemples révélateurs à mes yeux.

Le déroulement des fins d'années scolaires en est un, emblématique. L'illusion (entretenu par l'institution elle-même) est que la finalité de l'année est le passage dans la classe supérieure, alors que ce passage est largement automatisé de nos jours. Les deux ou trois semaines qui suivent le conseil de classe du troisième trimestre (pourcentage non négligeable d'une année scolaire de 36 semaines) sont considérées par beaucoup d'élèves comme facultatives, une fois que la case idoine est cochée sur le bulletin. N'est-ce pas la preuve ultime du dévoiement des objectifs ?

Autre preuve récente du même style : la tentative d'un entrepreneur audacieux de vendre en ligne à nos petits chéris la rédaction de leurs devoirs scolaires. Faisant ainsi croire que l'objectif n'est pas d'apprendre quelque chose en produi-

sant un devoir, mais que l'objectif est d'obtenir une bonne note. Note qui n'attestera de rien. J'y vois le summum de la perte de sens.

### L'enseignement des maths

L'enseignement des maths va mal, c'est une vérité révélée. TIMSS et PISA en attestent, ainsi que les voix de nombre d'entre nous sur le terrain. La crise de recrutement plus aiguë en maths que partout ailleurs en est un symptôme, plus inquiétant encore que les études internationales. Et les deux indicateurs sont étroitement reliés.

Il y a réellement une difficulté initiale : les professeurs des écoles dans leur majorité n'ont pas une formation scientifique. Ils ont arrêté de faire des maths en seconde s'ils possèdent un bac L sans l'option maths, voire en troisième dans le cas fréquent où l'année de seconde a été en roue libre sur le plan des mathématiques. Et même si l'ÉSPÉ, puis la formation continue, ont tenté de rattraper le temps perdu, il n'y a pas de miracle. Or, une part non négligeable de l'activité d'un professeur des écoles est d'assurer en maths un bon démarrage à ses administrés. Et de faire aimer notre matière aux jeunes cerveaux... Mais comment faire si lui-même ne l'aime pas ?

Ensuite, la perte constante de volume horaire en maths transforme les années du secondaire en course contre la montre. Les apprentissages sont concentrés. Tout va trop vite pour beaucoup des apprenants, qui perdent pied.

Nous voilà face à un cercle vicieux. Pour fabriquer de futurs bons enseignants de maths, il faut des professeurs compétents et motivés par la transmission. Comme ce n'est pas le cas, il y a crise de recrutement. Comme il y a crise de recrutement, on diminue l'horaire de maths. Et ce fai-

sant, on amplifie la crise du recrutement en diminuant l'attractivité de la matière. Un excellent exemple de système qui s'auto-accélère.

Les choix qui ont présidé aux évolutions récentes ont aussi participé au déclin. Le recul de la technicité, l'abandon des tâches bêtes se sont faits au nom de l'intelligence. Ne vaut-il pas mieux comprendre que répéter ? La méthode de résolution du problème ne prime-t-elle pas sur le calcul du résultat numérique, qu'on peut confier à une machine ? Sauf que ça ne marche pas comme ça, ces fausses évidences sont trompeuses. L'entraînement a des vertus, y compris celle d'amener à la compréhension. Sans automatismes qui déchargent la mémoire de travail, on ne résout aucun problème. La compréhension est un phénomène complexe qui se joue à différents niveaux d'approfondissement, et « savoir-faire » en est un premier niveau. La compréhension profonde viendra plus tard. Notre renoncement coupable à l'entraînement aux techniques de calcul, à tous les niveaux de la scolarité, que ce soit pour l'apprentissage des tables de multiplication ou la maîtrise du calcul littéral, va dans le sens de la société, qui répugne à la coercition. Mais cet abandon finit par être paralysant, et l'on est ahuri de voir certains bons élèves de première ou terminale scientifiques bloqués dans leur élan parce qu'ils ne savent pas utiliser les propriétés élémentaires de la multiplication pour réduire  $9x \times 7x^2$ .

Le parti pris dans la dernière réforme des collèges a de quoi surprendre. Les programmes tels qu'ils sont rédigés, par cycles, ouvrent sur un certain flou dans les contenus. Les attendus de fin de cycle sont énoncés, mais moins les étapes de leur acquisition, laissant une grande marge de manœuvre, sauf au dernier qui

passé en fin de cycle. Espérons que ses collègues ne lui auront pas laissé tout le boulot ! Par ailleurs, l'institution se montre dirigiste dans ses prescriptions sur les méthodes de travail. Dans son souci de faire évoluer l'évaluation, d'introduire la notion de compétences, de décloisonner les disciplines, elle se montre contraignante. N'est-ce pas exactement le contraire qui aurait été sain : être précis dans les contenus, être souple dans la mise en œuvre, plutôt que l'inverse. Il me semble que la liberté pédagogique n'a pas été placée au bon endroit.

Notre école mathématique française qui rafle récompenses et médailles en a-t-elle encore pour longtemps ? On peut espérer en la robustesse des meilleurs, capables de résister à tous les errements du système. On peut penser que tout se joue pour ceux-là plus tard et plus loin. C'est sans doute vrai. Mais il ne faut pas trop jouer avec le feu non plus.

Curieuse discipline que la nôtre, qui ne laisse personne indifférent, et dont l'image de marque reste étonnamment paradoxale. Les mathématiques jouent une part accrue dans la société, à partir en particulier des profondes transformations liées au numérique. Mais leur part dans l'enseignement se réduit d'année en année. C'est grave docteur ? Pas encore, mais cela risque de le devenir...

### Mezalors : optimisme ou pessimisme ?

Quand comme moi on fréquente, à l'APMEP et au sein d'autres associations œuvrant en parallèle avec les mathématiques scolaires, de nombreux jeunes collègues enthousiastes, qui croient à l'innovation (fût-ce par essais et erreurs), à la formation, à la mutualisation, quand on voit surgir sur internet tous ces nouveaux outils souvent de très bonne qualité, créés par l'un ou l'autre, quand on se promène

de congrès Maths en Jeans en salon de la Culture et des Jeux Mathématiques, de fête de la science en semaine des maths, du concours Castor au concours Kangourou, on se sent soudain un peu rassuré.

Notre sacro-sainte liberté pédagogique, quand elle est utilisée à bon escient, produit un foisonnement de bonnes pratiques aussi diverses que les acteurs qui les mettent en place : monter des projets, travailler en équipe, animer un club, accueillir un chercheur dans sa classe, faire progresser des stagiaires...

Tout cela montre bien que, malgré les lourdeurs de l'institution, malgré les missions multiformes et parfois incompatibles qui sont confiées aux enseignants, l'énergie des individus peut non seulement limiter les dégâts, mais amener à faire rencontrer et aimer les mathématiques au plus grand nombre.

La question finale serait là. Ces bonnes pratiques, comment les répandre ? Les imposer d'en haut marche rarement, et pourtant il faut bien que l'impulsion parte de quelque part. Comment faire en sorte que l'institution soit suffisamment souple pour permettre liberté et innovation et suffisamment coercitive pour que le système soit piloté et non livré à la volonté (bonne ou mauvaise) de chaque acteur ? De cet équilibre fragile dépend sans doute l'avenir de notre éducation. Et ce n'est pas parce que j'ai envie d'agiter quelques grelots en forme de message d'alerte que j'ai renoncé à croire que cet équilibre peut être atteint.

